Pour une méthodologie de l'étude de la frontière entre chrétienté et Islam. La Península Ibérique XIe-XIIIe siècles

PASCAL BURESI

On ne dira jamais assez les mérites de la transdisciplinarité. Cette communication est un plaidoyer pour l'utilisation de l'approche géographique à propos d'un objet d'étude bien particulier : la frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique au Moyen Âge. En effet, lorsqu'elle est étudiée par les historiens, et ils sont nombreux à avoir travaillé sur cette question, surtout dans la péninsule Ibérique,[1] la frontière est le plus souvent approchée chronologiquement. Or un géographe n'aurait jamais l'idée d'étudier le fonctionnement de la frontière entre la France et l'Espagne, par exemple, en examinant le système politique, social, économique et idéologique, du côté espagnol d'abord, et ensuite français. C'est pourtant ce que beaucoup d'historiens, focalisant leur attention, et pour cause, sur la chronologie, la matière même de leur discipline, ont eu tendance à faire, oubliant du coup la spécificité de leur objet d'étude : un territoire, à un moment spécifique de son histoire, celui où il est le théâtre d'une rencontre entre deux formations sociales, économiques, politiques et idéologiques. Ainsi les historiens de la frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique au Moyen Âge ont le plus souvent organisé leurs études en trois temps : la présentation des structures musulmanes (politiques, sociales, économiques, anthropologiques...), puis les étapes de la conquête chrétienne, et finalement les formes de l'occupation, de la colonisation des nouveaux territoires par les conquérants chrétiens, et les changements qui se sont produits dans les structures du peuplement. Ce faisant, ils ont soumis leur logique aux sources (principalement textuelles, mais pas seulement) et à l'historiographie

1. Qu'il suffise de citer ici les travaux de J. Gautier Dalché, « Islam et chrétienté en Espagne au xiie siècle. Contribution à l'étude de la notion de frontière », *Hespéris* 47, 1959, p. 183-217, de J. M. Lacarra de Miguel, « Les villes-frontières dans l'Espagne des xie et xiie siècles », *Le Moyen Âge*, 69, 1963, p. 205-222, version esp. « Las ciudades fronterizas... », *Colonización, parias, repoblación y otros estudios*, Saragosse, Anubar, 1981, de R. Pastor de Togneri *et alii*, « Poblamiento, frontera y estructura agraria en Castilla la Nueva (1085-1230) », *CHE* 47-48, 1968, p.171-256, d'E. Mitre Fernández, « Reflexiones sobre la noción de frontera tras la conquista de Toledo (1085). Fronteras reales y fronteras mentales », *CHE* 69, 1987, p. 197-215 et « Cristiandad medieval y formulaciones fronterizas », *Fronteras y fronterizos en la Historia*, Valladolid, Université de Valladolid, 1997, p. 9-62, d'E. Manzano Moreno, *La frontera de al-Andalus en época de los Omeyas*, Madrid, C.S.IC., 1991 ou de P. Sénac, *La Frontière et les hommes (viiie-xiie siècle). Le peuplement musulman au nord de l'Èbre et les débuts de la reconquête aragonaise*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000.

qui ont contribué au découpage de l'histoire de la péninsule Ibérique en grandes périodes (romaine, wisigothique, musulmane, *Reconquête*, catholique...), plutôt qu'ils ne l'ont adaptée à ce qui était l'essence de leur étude : un territoire, à un moment particulier de l'histoire. Malgré les titres qu'ils ont donnés souvent à leurs articles ou ouvrages, ils se sont intéressés à la transition plus qu'à la frontière, à travers une problématique rupture/continuité. Leur objet a été le temps, et non l'espace, le changement plutôt que le territoire.

Dans l'optique d'un renouvellement méthodologique et épistémologique, nous allons défendre ici une autre approche pour étudier la frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique, de la fin du XIe au milieu du XIIIe siècle : une démarche géographique, ou géo-historique, plutôt que la traditionnelle démarche historique.[2] La géographie dont l'objectif pourrait être défini, très simplement, comme l'étude du, ou des, « territoire(s) »[3] procède schématiquement, dans un premier temps, par la description d'une situation et d'un territoire, dans une perspective phénoménologique, pour, dans un second temps, expliquer ce qui a été observé et décrit. L'ambition de cette démarche est la compréhension de la genèse d'un espace humanisé spécifique et de l'articulation entre les contraintes (topographiques, géologiques, climatiques, pédologiques...) du territoire et les organisations sociales qui y apparaissent. Cette approche n'est possible que par l'attention accordée à la notion d'échelle, l'équivalent des différentes temporalités pour l'historien.

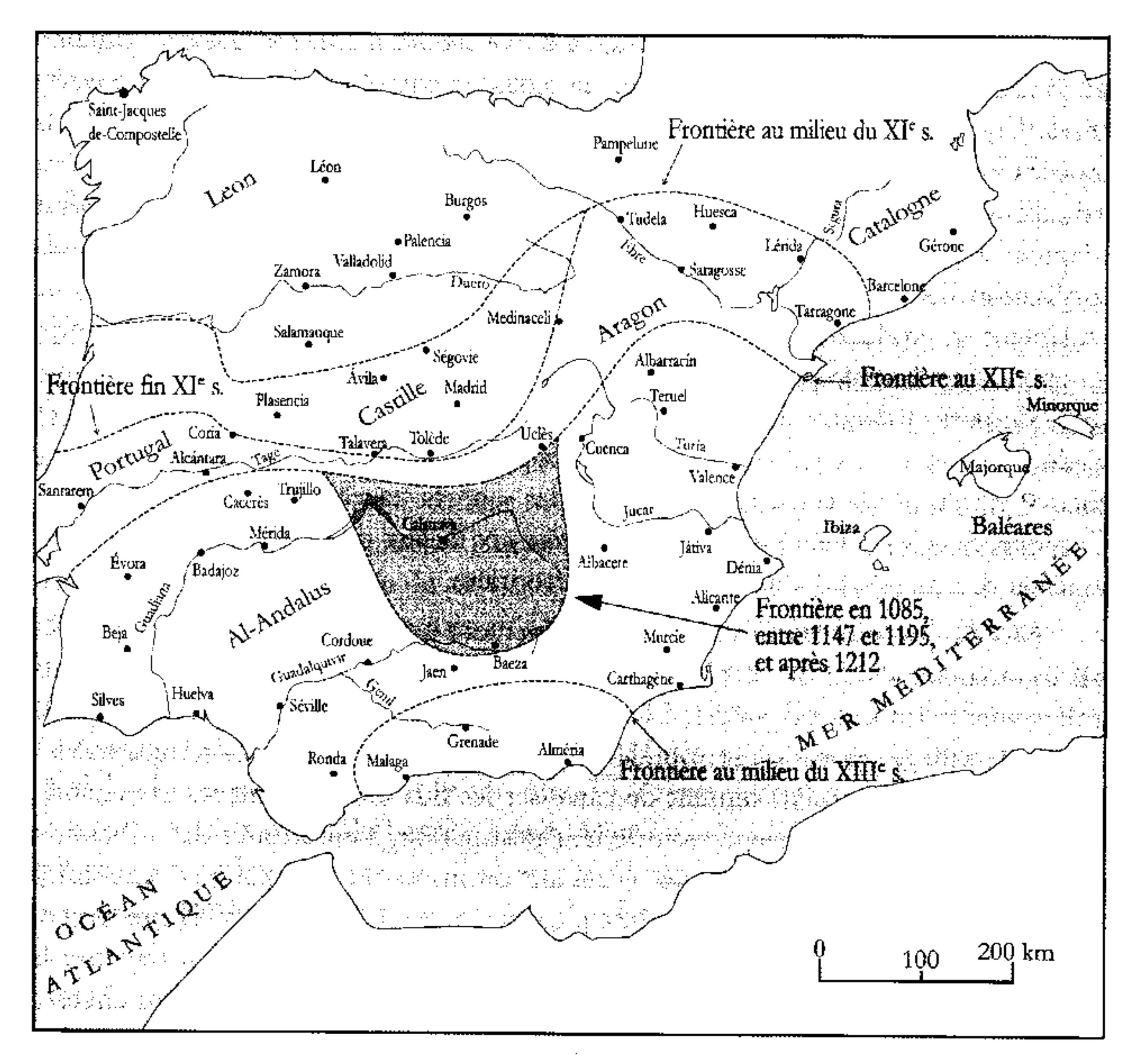
1. L'ÉCHELLE LOCALE : LA RÉORGANISATION DU TERRITOIRE PAR LA FRONTIÈRE

Le choix de la région comprise entre le Tage et la Sierra Morena, la « frontière centrale » entre chrétienté et Islam de la fin du XIe au milieu du XIIIe siècle s'est imposé, sur les suggestions de Pierre Guichard, en raison des événements politiques et militaires qui s'y produisent à cette période. Ces événements fondent la nature frontalière de cette zone à laquelle ils donnent sa cohérence : le nombre des combats entre pouvoirs chrétiens et musulmans, de la bataille de Zallâqa (Las Sagrajas) en 1086, aux grandes avancées territoriales des royaumes chrétiens (en particulier la Castille et le León) dans le deuxième tiers du XIIIe siècle, la succession des conquêtes et reconquêtes de villes, de châteaux forts et de villages, délimitent une bande de deux cents kilomètres de profondeur entre Tolède au nord et l'Andalousie au sud. Cette frange, âprement disputée (peut-être plus que tout autre), est définie par les respirations de la frontière pendant un siècle et demi,

2. Telle est la démarche que nous avons adopté dans l'ouvrage *Une frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique (XIe-XIIIe siècle)*, Paris, Publibook, 2004.

3. Jacques SCHEIBLING, *Qu'est-ce que la géographie ?*, Paris, Hachette, Carré-Géo, 2000.

et offre un espace privilégié pour l'étude du contact, à différentes échelles, entre chrétienté et Islam.



Carte 1 : La région entre Tage et Sierra Morena (en grisé), frontière entre Islam et chrétienté de 1085 au premier tiers du XIIIe siècle

Dans un premier temps, dans une dynamique descriptive, il est nécessaire de s'intéresser, à l'échelle locale, aux conséquences sur le territoire de l'établissement de la frontière, c'est-à-dire le fait que cette zone délimitée devienne une frontière et le théâtre d'affrontements de plus en plus nombreux entre les royaumes chrétiens du Nord et al-Andalus. Ces conséquences affectent non seulement le peuplement, mais aussi les activités de la région.

Outre la déstructuration prévisible du peuplement et certaines formes de désertification, dont on a des preuves tant textuelles qu'archéologiques, dans les grands centres de peuplement comme Calatrava, ou dans les petits sites ruraux, une réorganisation notable des activités a lieu. Elle se manifeste d'abord par une adaptation des activités traditionnelles, agricoles et commerciales, ainsi que monétaires. En ce qui concerne l'agriculture, le passage des troupes et les destructions consécutives aux affrontements conduisent à la disparition des zones cultivées, irriguées ou non, et donc de la céréaliculture, au profit des activités pastorales plus adaptées à la vie périlleuse de la frontière, grâce à la mobilité des troupeaux et à l'utilisation de la cavalerie. Cette adaptation à la vie frontalière ne concerne pas seulement la production agro-pastorale. Elle touche aussi les échanges : en temps de paix, le commerce est canalisé le long d'axes méridiens, reliant des centres urbains de part et d'autre de la zone frontalière ; sur celle-ci il n'y a pas de marchés ni de foires et on les trouve plutôt à la périphérie des zones de combats. Ainsi, à chaque extrémité de ces axes se trouvent des « ports terrestres » (Tolède au Nord, Cordoue, Séville et Jaén au Sud) où des réseaux locaux de commerçants prennent le relais des marchands qui traversent la frontière.

En effet les voies transfrontalières, relativement peu nombreuses, sont contrôlées par des marchands qui se chargent de mettre en contact des systèmes commerciaux indépendants les uns des autres. Elles passent par des centres collecteurs de taxes (châteaux, villages, ponts où sont prélevés des droits de douane et des péages variés), et les souverains chrétiens tentent de canaliser les flux en obligeant les marchands, en fonction de leur provenance ou de leur destination, à emprunter des itinéraires spécifiques de façon à distribuer les rentes aux propriétaires seigneuriaux des confins du royaume. Ainsi, entre 1173 et 1200, plusieurs actes d'Alphonse VIII précisèrent quels devaient être les bénéficiaires des taxes pour les troupeaux désirant traverser la frontière : il s'agit à l'est de l'évêché de Cuenca,[4] les taxes étant payées au château de Paracuellos (au sud de Cuenca, entre Alarcón et Moya) ; l'ordre militaire de San Juan devait prélever à Consuegra les *portazgos* des caravanes[5] passant par la Sierra de Segura ; enfin, au sud, l'ordre de Calatrava reçut les *portazgos* des troupeaux

4. *Precipio quod tam fratres quam monachi aut quicumque alii homines qui ganatum ad terram Maurorum duxerit ad uendendum, portaticum domino Iuliano Conchensi episcopo et successoribus suis pro castro de Paracollos integre et sine diminucione aliqua persoluant. A simili districte precipio quod, si pastores uel aliqui alii homines existentes in extremo ganatum aliquem mauris uendiderint, Conchensi episcopo portaticum suum proinde tribuant. Verumptamen, si quis negauerit et dixerit quod ganatum in extremo non uendidit et probari potuerit quod mentitur, portaticum illud reddat domino Conchensi episcopo dupplicatum* (publ. GONZÁLEZ, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 693, pp. 227-229, acte signé à Alarcón le 7 décembre 1200 en faveur de l'évêque de Cuenca).

5. *Mando quod omnes illi exeas qui de Toleto levant requas ad terram maurorum et voluerint ire per Consogram, ex[e]ant et redeant securi ipsi et [o]mnes qui cum eis fuerint, dando in Consogra suas directuras. Et etiam fratres de Consogra faciant eis aliquantulum amorem de suo portatico* (éd. C. DE AYALA, *Libro de Privilegios*, n° 191, pp. 373-374, acte accordé à Peñafiel en 1200 en faveur de l'ordre de San Juan).

passant par Consuegra et le Muradal.[6] En outre, en 1226, il semble qu'Alharilla, propriété de l'ordre de Santiago depuis 1172, date à laquelle Alphonse VIII la lui avait donnée, ait eu le monopole du commerce avec le monde musulman, comme il apparaît dans un acte passé le 20 novembre entre le commandeur d'Uclès, son couvent et le *concejo* d'Ocaña justement à propos du *portazgo* d'Alharilla.[7] Il est difficile de savoir depuis quand ce monopole existait, mais un acte, datant de la fin des années 1170, contraignait les habitants de Valladolid, de Medina del Campo, d'Arevalo, d'Ávila, de Ségovie et de Buitrago à payer leur péage à Alharilla, qui devint ainsi un centre de consommation et un marché important.[8]

Une autre modification, liée à l'installation de la frontière dans cette région, affecte les systèmes monétaires. En effet se met en place un circuit monétaire proprement frontalier : à la jonction de deux circuits monétaires indépendants, caractérisés par la juxtaposition du système monométallique argent du Nord de la péninsule Ibérique et du système mono ou bi-metallique or/argent en al-Andalus, se développe un marché où circulent or et argent, le système monétaire musulman dominant l'ensemble du marché. L'inversion du rapport de force entre chrétiens et musulmans à partir de la fin du XI^e^ siècle et surtout du milieu du XII^e^ siècle explique l'apparition, pour la première fois en Occident depuis l'époque carolingienne — si l'on excepte les célèbres *mancusos* catalans du début du XI^e^ siècle — d'une frappe monétaire en or, sur des canons musulmans, il est vrai. En 1173, Alphonse VIII de Castille fait frapper une monnaie d'or rédigée en arabe, le *morabetín*, sur le modèle almoravide dont elle tire son nom.[9] La formule, qui apparaît sur cet *aureus* et assure le salut au fidèle baptisé : *man âmana wa 'tamada yakun sâliman* (« celui qui croit et est baptisé sera sauvé ») est un décalque et une réponse, en arabe, aux menaces, mentionnées dans les dinars almoravides : « celui qui désire une autre

6. *Mandauit et precepit, scilicet, ut cum requa preconata que transierit per Consogra et recto itinere perrexierit ad corpus Segure et exinde ad terras Maurorum iberit, et mercationibus perpetratis ad idem corpus redierit, det portaticum in Consuegra ; quod, si iberit per Consuegram et non iberit per Seguram, det portaticum fratribus de Calatrava* (éd. J. GONZÁLEZ, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 176, pp. 297-298, document du 24 mars 1173) et *Dono et concedo domui et ordinis Calatrauensis milite, et toti eiusdem conuentui presenti ac futuro, totum portaticum omnium arrecarum que de Toleto pergunt ad Cordubam, de Capela in antea, et de Gafeth, et de Corduba superius, et de Ubeda inferius, quacumque iuerint uia, ut earum portaticum domus Calatrauensis perpetuo percipiat. Insuper statuo et mando ut, omnes milites qui in Calatrava tres talegas aut amplius fecerint, sint undecumque uoluerint, omnem quintam lucri sui domus Calatrauensis fratribus absque omni contradictione persoluant* (publ. GONZÁLEZ, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 393, pp. 680-681, document du 30 septembre 1182). Ces deux donations furent renouvelées par Alphonse VIII, le 22 septembre 1189, dans la bulle de confirmation de l'Ordre (*BOMC*, écrit. 4, pp. 26-28).

7. AHN, OOMM, carp. 86, n° 6.

8. J. L. MARTÍN RODRÍGUEZ, *Orígenes de la Orden militar de Santiago (1170-1195)*, Barcelone, 1974, n° 58, p. 232-234.

9. Antonio MEDINA GÓMEZ, *Monedas hispano-musulmanas. Manual de lectura y clasificación*, Tolède (Estudios, Catalogos y Repertorios, 16), 1992, n° 111, p. 384.

religion que l'islam, ne sera pas accueilli ».[10] À partir de cette date, le *morabetín*, ou *aureus*, devient la monnaie officielle du royaume, moyen de paiement, mais aussi monnaie de compte.[11] Ainsi la Castille décide enfin de frapper l'or, mais en reprenant le système monétaire musulman, et sans renoncer à la frappe de deniers d'argent, frappés à Burgos et appelés *dineros burgaleses* (1/7e).[12]

Par ailleurs, la nature frontalière de la zone n'a pas eu pour seule conséquence de bouleverser profondément les activités traditionnelles, agro-pastorales ou commerciales, ainsi que la circulation monétaire ; elle se marque aussi par l'apparition d'activités nouvelles spécifiques comme celles qui visent à obtenir un butin ou une rançon.

En temps de guerre, l'alternative au commerce, qui prévaut en temps de paix ou de trêve, est la quête de butin, pratique légale et reconnue par les juristes, de part et d'autre de la frontière.[13] Ce processus d'appropriation par la violence des biens de l'ennemi débouche sur le développement de l'esclavage et surtout sur la mise en place d'un système de rachat des captifs par le biais de rançons.[14] Ces activités sont étroitement codifiées et laissent ouverte, au moment des trêves, la possibilité d'un rachat qui s'inscrit alors dans le cadre des pratiques commerciales — rachat du bétail ou des biens dérobés, ainsi que des personnes capturées — ou dans le cadre d'un accord global, entre les souverains décidant de la trêve.

En définitive, la conséquence principale de l'installation durable de la frontière dans le territoire étudié est la militarisation, celle du peuplement en premier lieu. Les enceintes rurales musulmanes en *tapial*, les *husun*, sont renforcées et dotées de garnisons, seigneuriales du côté chrétien, publiques ou étatiques du côté musulman. Ainsi cette militarisation affecte l'architecture. Les enceintes musulmanes,

---

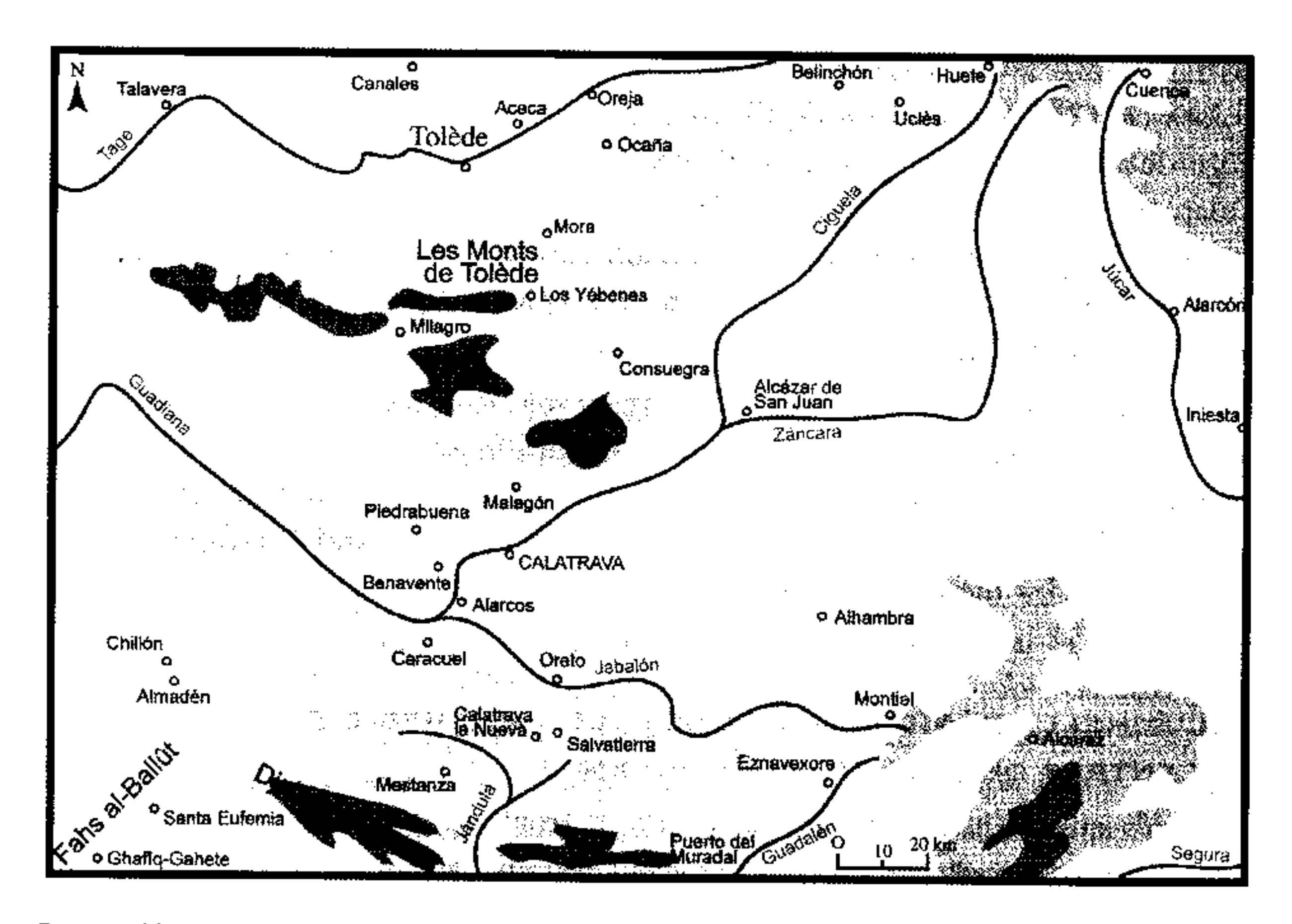
10. H. E. Kassis, « Notas históricas sobre las monedas de los Almorávides », dans *I Jarique de estudios numismáticos hispano-árabes*, Saragosse, 1988, pp. 55-66, p. 60.

11. Voir par exemple en octobre 1179 : Vente de deux *tercios* de vigne dans le *pagus* de Manzaliages *ultra tagi* par Juan Pérez et sa femme María Sancho à Micael Zarasi, au prix de *quatuor aureis* (AHN, OOMM, carp. 455, n° 18) ; ou bien, le 27 janvier 1189, Alphonse VIII donna à l'ordre militaire de San Juan, la propriété qui avait appartenu à Fernando Moro en paiement d'une dette de 7 500 *aurei* qu'il avait contractée à l'égard des sanjuanistes (publ. C. de Ayala, *Libro de privilegios*, n° 165, pp. 346-347, n° 165) ; ainsi que la vente par Sancho Varistario à l'ordre de Calatrava de la propriété qu'il possédait à Aceca, en avril 1220 : *pro cvi aureis de quibus ad meum libitum sum paccatus* (AHN, OOMM, cod. 1342, n° 112, Collection Salazar y Castro, I-37, 9/611, fol. 168-168v).

12. J. Gautier Dalché, « L'histoire monétaire de l'Espagne septentrionale et centrale du IXe au XIIe siècles : quelques réflexions sur divers problèmes », *Anuario de Estudios Medievales*, 6, 1969, pp. 43-67, p. 64.

13. Je ne développerai pas ici cette question dont j'ai traité dans l'article suivant : « Les relations commerciales entre pays d'Islam et royaumes chrétiens dans la péninsule Ibérique (XIe siècle-milieu du XIIIe) », *Cahiers d'Histoire critique*, 78, 2000, pp. 99-110, en ligne : http://www.espaces-marx.org/revues/CahiersdHistoire/Cahiers-78/78_Buresi.html.

14. Pour un bilan sur cette question, voir P. Buresi, « Captifs et rançons entre Islam et chrétienté (Xe-XIIIe siècle) : du miracle à l'institution », *Cahiers de Civilisation Médiévale*, t. 50, 198/2, 2007, p. 113-130.



Carte 2 : Topographie et localités de la région entre Tage et Sierra Morena



communautaires, horizontales et, souvent, en terre,[15] se voient adjoindre, après la conquête par les chrétiens, une structure verticale de pierre, le donjon seigneurial. Certaines régions furent plus densément fortifiées que d'autres, comme la vallée du Tage, la zone autour de Tolède,[16] la route reliant cette ville à Cordoue par *Qal'at Rabâh* (Milagro, Guadalerzas, Malagón, Calatrava, Benavente, Alarcos, Caracuel, Almódovar del Campo et Mestanza ou le col du Muradal), les vallées du Júcar et du Cabriel qui reliaient Tolède à la région de Valence par Cuenca, Alarcón et Iniesta, la route de Valence à Jaén par Albacete, Chinchilla, Balazote, Alcaraz ou Montiel, ou bien la zone minière autour d'Almadén (Chillón, Capilla, Ghâfiq, Pedroche). Parfois cette militarisation architecturale passe par la reconstruction totale d'un site

15. Sur les huṣūn, voir André BAZZANA, Patrice CRESSIER et Pierre GUICHARD, *Les châteaux ruraux d'al-Andalus, Histoire et archéologie des Husûn du Sud-Est de l'Espagne*, Madrid (série archéologique XI), Publications de la Casa de Velázquez.

16. Voir les sites étudiés par Antonio Malalana Ureña dans « Puentes-fortaleza en el Tajo : el tramo Zorita de los Canes (Guadalajara) Castros (Cáceres) », *BAME*, 4, 1990, pp. 195-222 (cet auteur cite les noms de Zorita de los Canes, Alarilla, Oreja, Alhóndiga, Aceca, Alcántara, Talavera de la Reina, Castros) ainsi que les forteresses rurales étudiées par Sergio Martínez Lillo dans « Arquitectura militar de ámbito rural de la Marca Media (*al-tagral-awsat*). Antecedentes y evolución », *BAME*, 4, 1990, pp. 135-171 : Pico de San Vicente, Alija, Espejel, Torre de los Abades, Torre del Postigo de los Doce Cantos.

castral comme à Calatrava la Nueva. Après la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa (1212), les chevaliers de l'ordre militaire de Calatrava restaure leur ancien siège de Calatrava, non pas là où il se trouvait avant la conquête du Campo de Calatrava par les Almohades en 1195, à la suite de leur victoire d'Alarcos, mais sur le site d'un ancien château musulman, appelé *Hisn al-Luj* ou *Hisn al-thalj*. Ils construisent alors un immense château en pierre, Calatrava la Nueva, sur les contreforts de la Sierra Morena.

Telles sont en définitive les différentes évolutions dans l'organisation du territoire qu'on peut observer à partir du moment, fin XIe siècle, où la région entre Tage et Sierra Morena devient la zone de contact entre les principautés chrétiennes du Nord de la péninsule Ibérique (Castille et León) et al-Andalus, dirigé successivement par les dynasties almoravide, puis almohade.

2. L'ÉCHELLE RÉGIONALE : LA DOUBLE PÉRIPHÉRIE FRONTALIÈRE DE CENTRES DE POUVOIR CONCURRENTS

Dès qu'on s'intéresse aux acteurs de la frontière, on passe à une deuxième échelle, ibérique cette fois, on s'éloigne du terrain concret, des structures locales puisqu'il s'agit de voir quels sont les liens entre les acteurs de la frontière et les pouvoirs centraux auxquels ils se rattachent respectivement. Pour la commodité de l'approche comparative, les pouvoirs chrétiens et musulmans seront traités successivement. Du côté chrétien, la gestion des terres frontalières se fait dans le cadre seigneurial qui domine alors tout l'Occident latin. Cependant on peut distinguer deux grands types de protagonistes, d'abord les acteurs traditionnels des sociétés médiévales, la noblesse et l'Église, ensuite des acteurs spécifiquement frontaliers : les *concejos* de la frontière et les ordres militaires. Le pouvoir sur les terres de la frontière n'est pas également réparti entre ces différents seigneurs, ni géographiquement, ni chronologiquement. Dans un premier temps, jusqu'au milieu du XIIe siècle, la noblesse, les grands barons reçoivent de nombreuses propriétés dans les terres récemment conquises par Alphonse VI et Alphonse VII, mais leur rôle diminue à partir de l'intervention des Almohades dans la péninsule Ibérique, en 1147. En revanche, l'Église conserve sur toute la période un rôle important. Il s'agit principalement de l'archevêché de Tolède dont le rôle politique, religieux et idéologique est fondamental au moment où s'élabore le mythe gothiciste de la *reconquista*,[17] mais aussi de l'évêché frontalier de Cuenca. L'intervention des évêques et archevêques hispaniques se manifeste

17. P. LINEHAN, *The History and the Historians of Medieval Spain*, Clarendon Press Oxford, 1993.

— dans l'organisation ecclésiastique des territoires, avec la question récurrente du primat de Tolède, et dans le prélèvement des dîmes, dont le monopole revendiqué par l'Église est fortement contesté par les autres seigneurs,

— et aussi dans les activités militaires, les clercs, malgré les mouvements de Paix et de Trêve de Dieu, prenant souvent les armes contre les « infidèles ».

Ensuite on trouve dans cette zone frontalière des acteurs spécifiques, non que les *concejos* n'existent pas dans d'autres régions de la péninsule Ibérique ou, sous une forme différente, ailleurs en Occident (bourgs, municipes, villes), mais ces municipes de Transierra, dans la vallée du Duero, reçoivent des *fueros*, des chartes municipales, qui constituent un droit, dit « de la frontière » dans la mesure où il se présente sous la forme de franchises exceptionnelles pour la période, en comparaison avec les chartes de franchise et de peuplement qu'on connaît pour le reste de l'Occident médiéval. Par l'orientation militaire de leurs activités, que révèle entre autre l'existence, au moins pendant un certain temps, d'une cavalerie « populaire » et que manifeste l'organisation régulière d'incursions en al-Andalus, par l'adaptation de leur droit aux conditions précaires de la frontière, par les innovations juridiques et institutionnelles à l'origine desquelles ils se trouvent, par la solidarité enfin qui lient les habitants du *concejo* entre eux, indépendamment de tout autre impératif (politique ou religieux) que celui de la survie, les *concejos* de la frontière constituent une institution très originale dont le rôle est fondamental dans la genèse de la société et de l'État castellano-léonais, aux côtés de l'Église et des ordres militaires. Pourtant le modèle de développement représenté par ces *concejos* ne fut pas adopté au sud du Tage, et cela est révélateur de la situation de la Mancha où les possibilités de création urbaine étaient limitées surtout en période d'affrontements intenses. Cela explique que les monarques castellano-léonais aient fait appel à d'autres forces pour garder les frontières de leur royaume.

Les ordres militaires constituent l'autre grand type de protagonistes spécifiquement frontaliers, dont les premiers exemples sont les ordres du Temple et de l'Hôpital. Alors que dès le début des années 1140, les Templiers acceptent de combattre les musulmans d'al-Andalus, en échange d'une série de châteaux et d'une part des futures conquêtes, les Hospitaliers ne gagnent que de petites concessions. Les ordres internationaux s'installèrent ainsi dans la Péninsule avant de s'impliquer dans la conquête, et cela explique en grande partie la création d'ordres militaires territoriaux,[18] destinés à combattre dans la Péninsule, et non à utiliser

18. Je reprends ici la distinction faite par Carlos de Ayala entre les ordres de Santiago, Calatrava et Alcántara qualifiés de « territoriaux » par opposition au Temple et à l'Hôpital, définis comme universels, et à des Ordres plus tardifs, qualifiés de nationaux (C. DE AYALA, *Las Órdenes militares en la Edad Media*, Madrid, 1998, pp. 8-16).

celle-ci comme base de recrutement pour les opérations en Terre Sainte. C'est ainsi qu'apparaissent les ordres hispaniques dont l'objectif est explicitement la lutte contre les musulmans et la défense des frontières : tels les ordres de Calatrava, fondé en 1158 par le roi de Castille, de Santiago reconnu en 1170 par le roi de León, ou ceux d'Alcántara et d'Avis.

Du côté musulman, l'organisation des pouvoirs est bien différente dans la mesure où al-Andalus est par deux fois réuni au Maghreb sous la direction de deux dynasties d'origine berbère, les Almoravides de 1090 à 1144, les Almohades de 1147 à 1229. Aussi l'étude des relations entre le centre du pouvoir et la périphérie frontalière porte-t-elle moins sur la diversité des protagonistes que sur le fonctionnement des administrations provinciales respectives dans un cadre impérial. Cette étude révèle comment au système émiral almoravide, très décentralisé et fondé sur le principe de la *niyâba* (la « délégation »), succède un système califal très centralisé, bureaucratique, équilibrant le pouvoir des gouverneurs provinciaux par des contre-pouvoirs (commissions, idéologues du régime ou *talaba*[19]) au profit d'un accroissement du pouvoir personnel du calife, sans qui aucune décision d'importance ne pouvait être prise.[20]

Enfin il convient de noter l'apparition de certaines formes spécifiques d'indépendance des régions frontalières. Ces formes d'indépendance sont essentiellement chrétiennes et elles sont le fait de nobles en rupture de ban — que ce soit le Cid à Valence, Giraldo Sempavor, le « Cid portugais », à la frontière du León et du Portugal, Pedro Fernández de Castro, entre le León et la Castille ou la famille navarraise des Azagra qui fonde une principauté indépendante à la frontière entre la Castille et l'Aragon, autour de la localité d'Albarracín. En fait, ces nobles créent, dans les interstices de l'expansion des royaumes chrétiens, c'est-à-dire à la frontière entre deux royaumes chrétiens en concurrence pour la conquête des territoires musulmans d'al-Andalus, des principautés indépendantes, quitte à se mettre au service des souverains musulmans, pour maintenir leur indépendance face à l'acroissement du pouvoir monarchique dans les royaumes ibériques.[21]

19. Émile FRICAUD, « Les *talaba* dans la société almohade (Le temps d'Averroès) », *Al-Qantara*, 18, 1997, pp. 331-387.

20. Pour plus de détails, voir P. BURESI, « Administration territoriale d'al-Andalus aux époques almoravide et almohade (fin XIe-milieu XIIIe siècles) », dans François GÉAL (dir.), *Regards sur al-Andalus (VIIIe-XVe siècle)*, Paris-Madrid, Casa de Velázquez-Éditions Rue d'Ulm, 2007, p. 129-145.

21. Voir P. BURESI, « Els "senyors cristians de la frontera" a la Península Ibèrica (segona meitat del segle XII) », *Recerques*, 43, 2001, pp. 33-46, et « Frontière politique et appartenance religieuse dans la péninsule Ibérique : les communes frontières et le phénomène des "Cid" (XIe-XIIe siècles) », dans *Politique et Religion en Méditerranée. Moyen Âge et époque contemporaine*, dir. Henri BRESC, Georges DAGHES et Christhane VEAUVY, Paris, Bouchêre, 2008, pp. 137-163.



Carte 3 : Les seigneuries chrétiennes de la frontière

3. L'ÉCHELLE MÉDITERRANÉENNE : CONSTRUCTIONS IDENTITAIRES ET IDÉOLOGIE

Enfin, si on prend un peu de distance par rapport à la région frontalière, on peut rattacher les évolutions observables dans ce territoire avec ce qui se produit en Méditerranée à la même époque, avec les croisades en Orient, avec la réaction musulmane au nom du djihad,[22] et avec le développement d'idéologies spécifiques

22. Voir, pour l'Orient, Emmanuel SIVAN, *L'Islam et la croisade : Idéologie et propagande dans les réactions musulmanes aux Croisades*, Librairie d'Amérique et d'Orient, Paris Adrien Maisonneuve, 1968 ; et pour l'Occident, P. BURESI, « La réaction idéologique dans la péninsule Ibérique face à l'expansion occidentale aux époques almoravide et almohade (XIe-XIIIe siècles) », dans *L'expansion occidentale (XIe-XVe siècles). Formes et conséquences*, Congrès de la société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public (Madrid, 23-25 mai 2002), Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 229-241.

et de thèmes littéraires ou poétiques liées à l'affrontement militaire : notion de paradis perdu pour al-Andalus, de patrie territoriale, pendant terrestre du paradis céleste du côté chrétien.

Du côté chrétien, la notion de *christianitas* se territorialise : elle désignait jusqu'au XIe siècle le peuple chrétien, à partir du XIIe siècle, elle commence à désigner les territoires de la chrétienté. Ce sentiment d'une unité face à l'Islam se traduit par le néologisme de *frontera* qui commence à apparaître dans les sources ibériques dès la fin du XIe siècle en Aragon, au XIIe siècle en Castille, pour désigner non pas les frontières entre royaumes chrétiens, mais la frontière ouverte avec l'Islam. Les rivalités ne disparaissent pas pour autant, mais la naissance d'institutions, tels les ordres militaires, laïcs ou religieux, dotées de seigneuries territoriales dans les différents royaumes, bénéficiant des mêmes privilèges, royaux ou pontificaux, tend à créer des solidarités « transfrontalières » entre les principautés chrétiennes, de la péninsule Ibérique à la Terre Sainte, solidarités inexistants avec l'Islam et tourné contre lui. Témoigne de cette évolution la participation, sur la pression du pape, du royaume de Navarre à la coalition castellano-aragonaise lors de la bataille de Las Navas de Tolosa, en 1212, alors même que ce Royaume, non frontalier de l'Islam était en guerre, depuis plusieurs décennies, contre leurs alliés du jour. La région entre Tage et Sierra Morena est au cœur de ces nouvelles solidarités, par le rôle qu'y jouèrent les ordres militaires, en particulier l'ordre de l'Hôpital dans le Campo de San Juan, et surtout celui de Calatrava qui y fut créé.

Ainsi seule une approche géographique permet de bien étudier l'articulation des phénomènes qui se produisent aux différentes échelles dans ce territoire frontalier : bouleversements et adaptation des activités et du peuplement, centralisation monarchique et diminution du rôle des grands barons, au profit des ordres militaires, dont l'intervention sur divers théâtres d'opération d'un bout à l'autre de la Méditerranée garantit l'unité idéologique sous l'égide de la Papauté.